

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
PO Box 1408, Room 100  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3C 2Z1  
Bid Fax: (204) 983-0338**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Western  
Region  
PO Box 1408, Room 100  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3C 2Z1

<b>Title - Sujet</b> Cleaning Products with Dispensers	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21520-138025/A	<b>Date</b> 2013-10-24
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> CSC	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$WPG-211-8708
<b>File No. - N° de dossier</b> WPG-3-36134 (211)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-12-04</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Central Daylight Saving Time CDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Wiebe, Amanda	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> wpg211
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (204)983-7032 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (204)983-7796
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA Saskatchewan Penitentiary West of 20th Ave West on 15 St East PRINCE ALBERT Saskatchewan S6V5R6 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 - D'ASSURANCES**

1. Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Exigences en matière d'assurance
7. Clauses du Guide des CCUA

### **Liste des annexes :**

- Annexe A - Besoin
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

---

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |  |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;   |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences en matière d'assurance: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, Exigences en matière d'assurance et Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

### 2. Sommaire

Le Pénitencier de la Saskatchewan (bâtiment principal et bâtiments à sécurité maximale et minimale) du Service correctionnel du Canada (SCC), situé à Prince Albert, en Saskatchewan, recherche une offre à commandes individuelles et régionales (OCIR) visant l'approvisionnement en produits nettoyants concentrés pour les cuisines et les salles de bain et leurs distributeurs. L'OCIR sera en vigueur pendant la période allant du 1er janvier 2014 au 31 janvier 2014 inclusivement, avec une option de renouvellement de deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21520-138025/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg211

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

CSC

WPG-3-36134

---

### **3. Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt dix ( 90) jours

#### **1.1 Clauses du Guide des CCUA**

Prix et(ou) taux fermes (2007-05-25) M0019T

#### **1.2 Prix - articles**

Les offrants doivent proposer des prix fermes pour tous les articles énumérés dans l'(les) annexe(s) «B».

### **2. Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### **3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas

répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

#### **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### **Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_



Solicitation No. - N° de l'invitation

21520-138025/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg211

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

CSC

WPG-3-36134

---

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

**Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

- a) Capacité d'accomplir tous les travaux décrits à l'annexe «A», Énoncé des travaux.
- b) Fourniture de prix comme demandé dans l'annexe «B», Base de paiement

#### **1.2 Évaluation financière**

##### **1.2.1 Évaluation du prix (2013-04-25) M0222T**

### **2. Méthode de sélection**

- 2.1** Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

---

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre à cette demande, l'offre sera également déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

### **.1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes**

#### **1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### **1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## **PARTIE 6 - Exigences en matière d'assurance**

### **1. Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

---

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

**1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

#### **2. Exigences relatives à la sécurité**

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **3.1 Conditions générales**

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze(15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

**4. Durée de l'offre à commandes****4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 Janvier 2014 au 31 Décembre 2014.

**4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période supplémentaire, à partir du 1 Janvier 2015 jusqu'au 31 Décembre 2016, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes dix (10) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

**5. Responsables****5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Amanda Wiebe  
Agente d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernement aux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
167, av. Lombard, pièce 100, Winnipeg, (MB), R3C 2Z1

Tél : (204) 983-7032

Télec : (204) 983-7796

Courriel: amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

**5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : À déterminer

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### 7. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Service correctionnel du Canada (SCC), situé à Prince Albert, en Saskatchewan.

### 9. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou une version électronique.

### 10. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables incluses).

### 11. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

### 12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;

- 
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
  - d) les conditions générales 2029 (2013-04-25), - biens ou services (faible valeur);
  - e) l'Annexe « A », Besoin;
  - f) l'Annexe « B », Base de paiement;
  - g) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
  - h) l'Annexe « D », Rapport d'utilisation de l'offre à commandes
  - i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*)

### **13. Attestations**

#### **13.1 Conformité**

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

### **14. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



---

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### 1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 2. Clauses et conditions uniformisées

#### 2.1 Conditions générales

2029 (2013-04-25), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 12, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2029 (2013-04-25), ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

#### 2.3 Clauses du Guide des CCUA

Règlements concernant les emplacements du gouvernement (2010-01-11) A9068C  
Frais de transport payés d'avance (2008-05-12) C5201C

### 3. Durée du contrat

#### 3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de sept (7) jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 5. Paiement

#### 5.1 Base de paiement

##### 5.1.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$(insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

#### 5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une

augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou

b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou

c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### **5.3 Paiements multiples**

Paiements multiples (2008-05-12) H1001C

### **5.4 Clauses du *Guide des CCUA***

T1204 - demande directe du ministère client (2007-11-30) A9117C

Taxes - entrepreneur établi à l'étranger (2007-11-30) C2000C

### **5.5 Paiement par carte de crédit**

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

## **6. Instructions pour la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

## **7. Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe \_\_\_\_.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la

police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **8.       Clauses du Guide des CCUA**

### **8.1       Marchandises excédentaires (2006-06-16) B7500C**

### **8.2       Transport des matières dangereuses**

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la Loi sur les produits dangereux, L.R.C. (1985), ch. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.

**Annexe « A »****ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

Le Pénitencier de la Saskatchewan (bâtiment principal et bâtiments à sécurité maximale et minimale) du Service correctionnel du Canada (SCC), situé à Prince Albert, en Saskatchewan, recherche une offre à commandes individuelles et régionales (OCIR) visant l'approvisionnement en produits nettoyants concentrés pour les cuisines et les salles de bain et leurs distributeurs. L'OCIR sera en vigueur pendant la période allant du 1er janvier 2014 au 31 janvier 2014 inclusivement, avec une option de renouvellement de deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an.

**Exigences en matière de sécurité des SCC Demande de formulaire d'accès à un établissement pour le fournisseur retenu.**

**Veillez indiquer par OUI/NON si le produit REMPLIT ou NE REMPLIT PAS les exigences énumérées ci dessous.**

**Exigences minimums de l'offre**

Oui/Non

1. Les produits doivent être utilisés avec un raccordement à une source d'eau froide.

\_\_\_\_\_

2. Les distributeurs doivent pouvoir être verrouillés et sont en métal ou en acier inoxydable.

\_\_\_\_\_

3. Les distributeurs doivent être munis d'un système antirefoulement pour éviter de contaminer le système d'alimentation en eau potable.

\_\_\_\_\_

4. Les distributeurs doivent contenir au minimum quatre bouteilles d'un produit.

\_\_\_\_\_

5. Le soumissionnaire doit prévoir les coûts associés à la fourniture d'un minimum de 25 distributeurs et leur installation. (Il se peut que le Pénitencier de la Saskatchewan exige l'installation de distributeurs supplémentaires au-delà des premiers 25 commandés pendant la période d'offre à commandes.)

\_\_\_\_\_

6. L'entretien courant des distributeurs doit faire partie du service sans engendrer de frais supplémentaires à SCC. L'entretien courant comprend notamment : le remplacement des tuyaux, des embouts et de toute autre pièce nécessitant de l'entretien; l'entretien se fera sur une base trimestrielle et les réparations se feront au besoin.

\_\_\_\_\_

7. Les réparations et les travaux d'entretien doivent être effectués dans un délai de 72 heures suivant un avis.

\_\_\_\_\_

8. Tous les produits de nettoyage/désinfection doivent être compatibles avec les distributeurs.

\_\_\_\_\_

9. Taille : Au minimum des contenants de 2 litres / au maximum de 4 litres.

\_\_\_\_\_

10. Tous les produits de nettoyage doivent être des liquides.

\_\_\_\_\_

**Annexe « B »****BASE DE PAIEMENT**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du présent contrat, l'entrepreneur se verra verser les prix unitaires fermes indiqués ci-dessous. Le cas échéant, la TPS sera indiquée séparément dans toutes les factures.

**Les prix unitaires fermes indiqués ci-dessous sont en dollars canadiens et comprennent tous les frais associés à la fourniture des produits exigés conformément à l'annexe A, notamment les frais d'expédition, de déchargement et d'installation.**

**Si une erreur se glisse dans le prix calculé de l'offre, alors le prix unitaire doit prévaloir et le prix calculé devra être corrigé dans l'évaluation. Toute erreur dans les quantités énoncées dans l'offre doit être corrigée afin d'assurer la conformité aux quantités indiquées dans le présent document.**

**FAB – Destination**

Service correctionnel du Canada  
Pénitencier de la Saskatchewan  
À l'ouest de la 20<sup>e</sup> av. sur la 15<sup>e</sup> av. Ouest  
Prince Albert (Saskatchewan)  
S6V 5R6

Les prix proposés ne doivent pas changer pendant toute la durée du contrat. Le paiement sera calculé en fonction des prix suivants :

**Tableau 1: Période initiale de l'offre à commandes : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014**

Article	Description	Qté estimée	Unité de distri.	Prix unitaire (litre)	Prix calculé
1	<b>Nettoyant tout usage pour surfaces dures</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256	350	le litre	_____ \$	_____ \$
2	<b>Nettoyant/détergent/désinfectant/désodorisant pour nettoyer et désinfecter les surfaces sur lesquelles reposent les aliments, les planchers et les surfaces en acier inoxydable</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - doit pouvoir désinfecter les surfaces dures	100	le litre	_____ \$	_____ \$

	- convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256				
3	<b>Nettoyant des surfaces servant au service et à la préparation des aliments/dégraissant surpuissant</b> - convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:120	50	le litre	_____ \$	_____ \$
4	<b>Nettoyant de salles de bain et détartrant pour nettoyer et désodoriser les salles de bain</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:18	500	le litre	_____ \$	_____ \$
5	<b>Nettoyant de vitres sans ammoniac</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:40	250	le litre	_____ \$	_____ \$
Sous-total				_____ \$	_____ \$
Taxes applicables				_____ \$	_____ \$
PRIX TOTAL				_____ \$	_____ \$

**Tableau 2 : Option d'une 1<sup>re</sup> période supplémentaire : du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015**

Article	Description	Qté estimée	Unité de distri.	Prix unitaire (litre)	Prix calculé
1	<b>Nettoyant tout usage pour surfaces dures</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256	350	le litre	_____ \$	_____ \$
2	<b>Nettoyant/détergent/désinfectant/désodorisant pour nettoyer et désinfecter les surfaces sur lesquelles reposent les aliments, les planchers et les surfaces en acier inoxydable</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - doit pouvoir désinfecter les surfaces dures - convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256	100	le litre	_____ \$	_____ \$
3	<b>Nettoyant des surfaces servant au service et à la préparation des aliments/dégraissant surpuissant</b> - convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:120	50	le litre	_____ \$	_____ \$
4	<b>Nettoyant de salles de bain et détartrant pour nettoyer et désodoriser les salles de bain</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:18	500	le litre	_____ \$	_____ \$

5	<b>Nettoyant de vitres sans ammoniac</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:40	250	le litre	_____ \$	_____ \$
Sous-total				_____ \$	_____ \$
Taxes applicables				_____ \$	_____ \$
PRIX TOTAL				_____ \$	_____ \$

**Tableau 3 : Option d'une 1<sup>re</sup> période supplémentaire : du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016**

Article	Description	Qté estimée	Unité de distri.	Prix unitaire (litre)	Prix calculé
1	<b>Nettoyant tout usage pour surfaces dures</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256	350	le litre	_____ \$	_____ \$
2	<b>Nettoyant/détergent/désinfectant/désodorisant pour nettoyer et désinfecter les surfaces sur lesquelles reposent les aliments, les planchers et les surfaces en acier inoxydable</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - doit pouvoir désinfecter les surfaces dures - convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:256	100	le litre	_____ \$	_____ \$



3	<b>Nettoyant des surfaces servant au service et à la préparation des aliments/dégraissant surpuissant</b> - convient aux cuisines industrielles/institutionnelles - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:120	50	le litre	_____ \$	_____ \$
4	<b>Nettoyant de salles de bain et détartrant pour nettoyer et désodoriser les salles de bain</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:18	500	le litre	_____ \$	_____ \$
5	<b>Nettoyant de vitres sans ammoniac</b> - au minimum bouteille de 2 l - au maximum bouteille de 4 l - compatible avec les distributeurs - consommation estimée à partir d'une concentration de 1:40	250	le litre	_____ \$	_____ \$
Sous-total				_____ \$	_____ \$
Taxes applicables				_____ \$	_____ \$
PRIX TOTAL				_____ \$	_____ \$

---

**ANNEXE « C »****EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

1.The Contractor must obtain Commercial General Liability Insurance, and maintain it in force throughout the duration of the Contract, in an amount usual for a contract of this nature, but for not less than \$2,000,000 per accident or occurrence and in the annual aggregate.

2.The Commercial General Liability policy must include the following:

a.Additional Insured: Canada is added as an additional insured, but only with respect to liability arising out of the Contractor's performance of the Contract. The interest of Canada should read as follows: Canada, as represented by Public Works and Government Services Canada.

b.Bodily Injury and Property Damage to third parties arising out of the operations of the Contractor.

c.Products and Completed Operations: Coverage for bodily injury or property damage arising out of goods or products manufactured, sold, handled, or distributed by the Contractor and/or arising out of operations that have been completed by the Contractor.

d.Personal Injury: While not limited to, the coverage must include Violation of Privacy, Libel and Slander, False Arrest, Detention or Imprisonment and Defamation of Character.

e.Cross Liability/Separation of Insureds: Without increasing the limit of liability, the policy must protect all insured parties to the full extent of coverage provided. Further, the policy must apply to each Insured in the same manner and to the same extent as if a separate policy had been issued to each.

f.Blanket Contractual Liability: The policy must, on a blanket basis or by specific reference to the Contract, extend to assumed liabilities with respect to contractual provisions.

g.Employees and, if applicable, Volunteers must be included as Additional Insured.

h.Employers' Liability (or confirmation that all employees are covered by Worker's compensation (WSIB) or similar program)

i.Broad Form Property Damage including Completed Operations: Expands the Property Damage coverage to include certain losses that would otherwise be excluded by the standard care, custody or control exclusion found in a standard policy.

j.Notice of Cancellation: The Insurer will endeavour to provide the Contracting Authority thirty (30) days written notice of policy cancellation.

k.If the policy is written on a claims-made basis, coverage must be in place for a period of at least 12 months after the completion or termination of the Contract.

l.Owners' or Contractors' Protective Liability: Covers the damages that the Contractor becomes legally obligated to pay arising out of the operations of a subcontractor.

m.Sudden and Accidental Pollution Liability (minimum 120 hours): To protect the Contractor for liabilities arising from damages caused by accidental pollution incidents.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21520-138025/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg211

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

CSC

WPG-3-36134

**ANNEX "C"**  
**RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES**

Faire parvenir à:

L'ATTENTION DE Amanda Wiebe  
Public Works and Government Services Canada  
Acquisitions Branch  
Ste. 100 - 167 Lombard Avenue  
P.O. Box 1408  
Winnipeg, MB R3C 2Z1  
Courriel: amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES  
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR:  
N° DE L'OFFRE À COMMANDES  
MINISTÈRE OU ORGANISME:  
Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH

A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:	
B) Commandes totales accumulées à ce jour:	
(A+B) Commandes totales accumulées:	

établi par:

NOM: \_\_\_\_\_

Téléphone.: \_\_\_\_\_

pour la signature de \_\_\_\_\_

DATE: \_\_\_\_\_